



Des nouvelles du Centre à Paris

Changement de locaux

Nous venons d'emménager dans nos nouveaux locaux, toujours situés au 49 rue de la Glacière à Paris. Passer de 200 à 50 m², déménager, emménager, trier plus de 50 années de documentation sur le développement : nous avons pris du retard dans la publication de la revue ! Et nous vous prions de nous excuser. Nous nous efforçons de retrouver le rythme habituel.

L'année 2010, une période charnière

La réduction drastique de nos ressources budgétaires nous a contraint à vendre nos bureaux. Ce choix nous dote d'une trésorerie suffisante pour que le Centre Lebret-Irfed sorte de la spirale de la survie à court

terme et se donne les moyens d'une réflexion de fond : redéfinir notre action, nos thématiques, le mode de travail avec le Réseau international Lebret, et surtout mobiliser les appuis financiers susceptibles d'assurer à la fois une réflexion de qualité et une pérennité de la structure.

Pour nous aider, nous regroupons autour de nous des collaborateurs et partenaires pour que ce processus soit collectif et fasse sens.

Ainsi, 2010 s'annonce comme une période charnière : sans renoncer à notre identité particulière héritée de l'histoire de l'Irfed, du Centre Lebret et du Réseau international Lebret, notre action doit répondre aux défis qui se posent aujourd'hui dans le monde.

.....RAPPEL.....

**Revue
Développement
et
civilisations**

Merci à nos abonnés payants qui ne l'ont pas encore fait, de bien vouloir régler 2010.

**La revue a besoin
de votre soutien !**

Réflexions et débats dans le Réseau international

HAÏTI : après la catastrophe, reconstruction et refondation du pays

Dans le n°381 de notre revue *Développement et civilisations* nous donnons la parole à des personnalités haïtiennes. Le débat continue. Voici quelques prises de positions d'autres acteurs de la société civile en Haïti.

La PAPDA réagit sur le programme proposé par le ministère haïtien de l'Agriculture

Nous suivons avec attention le travail de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA). Les réflexions et les appels publiés sur leur site reflètent le dynamisme des organisations de la société civile qui refusent laisser le destin d'Haïti aux seules mains des politiciens et de la communauté internationale.

Un récent communiqué critique les orientations qui sont prises dans le Programme spécial d'urgence et d'appui à la production alimentaire. Voici un résumé des prises de position de la PAPDA :

Le Programme spécial ne rompt pas avec les politiques néolibérales qui frappent depuis plusieurs années les communautés rurales au cœur, provoquant la massification de l'exode rurale et la bidonvillisation accélérée. Ces politiques ont affaibli les capacités d'intervention de l'État haïtien et leurs effets ont renforcé les conséquences catastrophiques du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Le Programme vise à fournir des intrants agricoles (entre autres des engrais) aux paysans à un prix subventionné. Près de 24 millions de dollars sont destinés à cette mesure. Cependant, la production nationale étant très faible, l'importation des engrais est un marché juteux pour les transnationales qui vont ainsi absorber une grande partie du budget.

Pareilles mesures ne vont en rien favoriser une agriculture souveraine et paysanne. Il s'agit plutôt de la mise en place de mécanismes de dépendance. Par ce programme, le ministère de l'Agriculture nie l'existence même de la classe paysanne et sa force, mais aussi les savoir-faire populaires.

Interview de Carmel Fils Aimé, de l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL)

L'ICKL fut notre partenaire lors du séminaire organisé en 2006. Voici un résumé de leurs positions sur la situation d'Haïti :

Le pays doit faire face à de grands défis, déjà présents avant la catastrophe ; l'inégale répartition de la richesse et le manque d'accès aux services rendent plus difficiles la « conscientisation » de la population et les avancées vers un nouvel Haïti. Le processus de reconstruction doit être l'affaire de tout le monde : il doit être inclusif mais aussi participatif.

La reconstruction doit aller de pair avec la décentralisation. La pratique doit prendre le pas sur la théorie pour que les collectivités territoriales planifient, gèrent et exécutent leurs pouvoirs. Il faut déconstruire ce système où tout converge vers la capitale et construire une République d'Haïti pour tout le monde, à la fois déconcentrée et décentralisée.

Dans le processus de reconstruction, la question de la dette extérieure est également centrale. Les anciens mécanismes de prêts auprès des créanciers traditionnels comme le Fonds monétaire international ne doivent plus être imposés à Haïti. Si l'on prend en compte l'histoire haïtienne, ce sont en fait les pays occidentaux qui ont une dette envers Haïti.

Le rôle de l'ICKL est d'accompagner les organisations populaires haïtiennes afin que les acteurs développent eux-mêmes leurs capacités et leurs idées de la reconstruction et expriment leurs revendications ; les producteurs de richesse (petits paysans, femmes, ouvriers...) doivent devenir acteurs. Pour cela, l'ICKL facilite leurs démarches, leurs réflexions et leur accès aux informations les concernant.

Source :

« Commentaires et recommandations sur le Programme spécial d'urgence et d'appui à la production alimentaire », 26-03-2010

« Interview avec Carmel Fils Aimé, de l'ICKL » par le CADTM, 22-04-2010

Plus d'infos :

« Débat national sur la politique agricole et le plan national d'investissement agricole » sur le site du ministère de l'Agriculture.

www.agriculture.gouv.ht

La Plateforme Haïti de Suisse recueille des textes venant de multiples réseaux d'information pour aider à mieux comprendre le contexte haïtien, les enjeux et les défis de la reconstruction.

www.pfhs.ch

MADAGASCAR : où en est-on, un an après le coup d'État ?

« Peut-on bâtir un pays sur la haine ? »

Cet article paru dans *L'Express* de Madagascar le 16 février dernier a été écrit par Lily Razafimbelo et Faraniaina Ramarosaona Pierre-Bernard, membres du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) dont nous relayons régulièrement les appels sur notre site Internet. Lily est également membre du Conseil d'administration du Centre Lebret-Irled. Voici un extrait qui explique les causes de la crise politique, économique et sociale qui secoue actuellement Madagascar.

« Se prenant pour un maître absolu, M. Ravalomanana [l'ancien président de la république déchu par le coup d'État du 17 mars 2009] a quasiment provoqué lui-même sa chute, sept ans après [son élection]... entraînant le pays dans sa chute. Est-il pour autant la cause de la situation actuelle de Madagascar, fortement détériorée après 12 mois de crise ? Les faits démontrent que c'est son adversaire [Andry Rajoelina, président autoproclamé de la Haute autorité de la transition] qui a allumé le feu dans le pays depuis un an, dans le cadre d'un coup d'État militaro-civil. Jouant l'apprenti sorcier, à ce jour, il n'a pas la capacité évidente d'éteindre le feu. En plus des impacts moraux, sociaux, économiques, écologiques subis par le pays, c'est une lourde responsabilité dont M. Rajoelina et ses alliés ne peuvent se démettre devant la population et l'Histoire.

Il est triste de constater que le vif ressentiment vis-à-vis d'une seule personne, combiné à la soif de puissance et la convoitise, soit à l'origine de la crise et dirige actuellement Madagascar en l'entraînant dans ce chaos. Une partie de la classe politique revancharde et de l'intelligentsia et une faction de l'armée frustrée des brimades de M. Ravalomanana, liguent leur influence et leur pouvoir, qu'elles assoient par la force des armes, pour dominer le pays, avec le soutien clair de la FrancAfrique. »

Retrouvez les textes dans leur intégralité sur notre site www.lebret-irfed.org, rubrique *Actualités - Madagascar 2009 / 2010*

6 avril 2010 - Communiqué du CCOC

« Interpellation de la société civile sur la gouvernance actuelle »

Par cet appel, les organisations de la société civile malgache signataires de ce communiqué demandent des comptes à la Haute autorité de la transition (HAT) en place depuis le coup d'État de mars 2009. Elles attendent des réponses sur les résultats obtenus après un an au pouvoir, sur la gouvernance financière et sur le train de vie des dirigeants afin de construire la confiance nécessaire entre le peuple et les autorités. L'une des conditions *sine qua non* pour la sortie de la crise est, selon les signataires de cet appel, la tenue d'élections transparentes et fiables. Ci-dessous, nous vous présentons un extrait du communiqué.

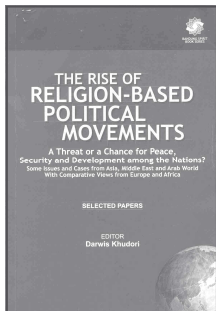


« Nous, ensemble des Organisations de la société civile signataires du présent communiqué, continuons de constater le blocage de la situation dans lequel la population est la première perdante : perte d'emplois, cherté grandissante de la vie, absence de paix sociale et montée de la violence, aucune vision future possible de stabilité... Les tenants actuels du pouvoir parlent pourtant d'agir au nom de cette population .

Aucune force vive nationale dotée d'un esprit responsable ne peut désapprouver la tenue des élections comme dernière étape pour sortir notre pays de la crise. Cependant, nous n'aurons de cesse de rappeler que des élections supervisées et organisées par la HAT seule (ou par une autre force politique seule) n'obtiendra de crédit ni la confiance du point de vue de la sincérité du vote. L'instauration récente de la Commission nationale électorale indépendante (CENI), qui ne comprend que des acteurs acquis à la HAT, ne fait que renforcer cette crainte non négligeable. Les élections prônées actuellement constitueraient alors un leurre et une trahison de plus de la population. »

Dernières co-publications (disponibles sur demande)

La montée des mouvements politiques d'inspiration religieuse, menace ou chance pour la paix, la sécurité et le développement des nations ? Études de cas en Asie, au Moyen-Orient et dans le monde arabe.



Ce livre édité par Darwis Khudori, membre de notre réseau, est publié en anglais par la Conférence indonésienne sur la religion et la paix (ICRP) ; le Centre Lebret-Irled est l'un des co-publieurs. Depuis les années 1980, l'intensification et l'internationalisation des mouvements politiques d'inspiration religieuse posent la question de

savoir s'ils représentent une chance ou une menace pour la paix, la sécurité et le développement durable des nations. Cette publication réunit des études de cas, de différents pays et régions (Corée, Malaisie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Indonésie et Europe). Il s'agit des contributions des participants à un atelier réalisé en Malaisie

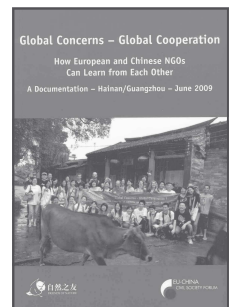
en juillet 2008 afin de préparer le Forum populaire Asie-Europe dont la 7^{ème} édition avait lieu à Pékin. Le Centre Lebret-Irled, membre du Comité international d'organisation du Forum, a conçu et animé l'un des ateliers, sur le thème de la montée des fondamentalismes religieux en Europe et en Asie et leur impact sur le vivre-ensemble. **Prix : 10 €**

Problèmes globaux, Coopération globale. Comment des ONG européennes et chinoises peuvent apprendre les unes des autres.

Ce livre est la publication la plus récente du Forum de la société civile UE-Chine, autre forum dont nous sommes partenaires et qui vise à encourager les relations entre l'Union européenne et la Chine, et à s'assurer que ces relations aident à promouvoir la justice sociale, à assurer la protection de l'environnement et à renforcer les droits humains.

En juin 2009, plus de 40 membres d'ONG se sont rassemblés en Chine pour échanger leurs expériences dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et de l'eau. Cette expérience a permis aux participants européens de porter un regard renouvelé sur un mouvement récent et très actif sur

la protection de l'environnement et du consommateur, et aux participants chinois de s'informer sur le travail des ONG en Europe. Cet ouvrage, publié en anglais en mars 2010, relate le déroulement de la conférence de juin 2009 et présente les idées de coopération future entre les ONG européennes et chinoises qui ont émergé de cette rencontre. **Prix : 10 €**



Rédaction et mise en page : Morgane Retière

Centre Lebret - Irled

49, rue de la Glacière
75 013 PARIS - France

E-mail : contact@lebret-irfed.org
Site : www.lebret-irfed.org